



*Government of Armenia
Ministry of Foreign Affairs*

*Gouvernement de l'Arménie
Ministère des affaires étrangères*



FFD(2010)7.fin

Strasbourg, 20 décembre 2010

Forum pour l'avenir de la démocratie

Erevan, 19-21 octobre 2010

Perspectives 2020

La démocratie en Europe - Principes et enjeux

CONCLUSIONS

Le Forum d'Erevan a examiné les principes fondamentaux ainsi que l'état de la gouvernance démocratique face aux bouleversements politiques et sociaux que connaissent actuellement les Etats membres du Conseil de l'Europe. Il s'est intéressé notamment à la manière dont sont élaborées les politiques dans leurs institutions respectives, à travers le prisme des principes de la gouvernance démocratique. A partir des débats experts et animées qui ont eu lieu en séances plénières et au sein des groupes de travail, le rapporteur général Davit Harutyunyan a rédigé un projet de conclusions.

Ce projet de conclusions est publié sur le site web du forum (www.coe.int/democracy) afin que toutes les parties intéressées puissent les commenter. Ces conclusions contribueront à l'élaboration du programme des futurs travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie.

* *
*

A. Construire une plateforme paneuropéenne de normes et de critères pour la gouvernance démocratique

1. La démocratie n'est jamais un produit fini. Elle doit se développer constamment pour relever de nouveaux défis et garantir ainsi la sécurité démocratique à long terme. C'est dans le cadre de cette évolution qu'il convient de défendre les principes essentiels de la démocratie par le biais d'un examen permanent par les pairs de la performance démocratique.
2. Le droit de participer à la conduite des affaires publiques doit être considéré comme un droit de l'homme et une liberté politique fondamentale. La démocratie moderne doit offrir une forme de société garantissant à ses membres de pouvoir vivre et discuter ensemble dans la dignité, le respect mutuel et la solidarité, renforçant par là même les pratiques démocratiques.
3. Chacun a le droit d'avoir des opinions, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sans ingérence des autorités publiques et indépendamment des frontières. Des médias libres et indépendants permettent aux individus de prendre le type de décisions éclairées qui sont essentielles au fonctionnement d'une démocratie pluraliste.
4. On attend de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe qu'ils respectent un ensemble commun d'engagements et d'obligations. La question de l'inégalité entre les Etats membres au regard des engagements et obligations souscrits doit être abordée.
5. Il faut combler le fossé qui s'élargit entre les engagements acceptés par les Etats membres du Conseil de l'Europe et leur mise en œuvre dans la pratique, par des politiques de soutien dynamiques et des activités de coopération et de monitoring. Pour être efficace, le monitoring doit également couvrir les mécanismes nationaux et prévoir une participation active de la société civile.
6. Le Conseil de l'Europe doit pratiquer ce qu'il prêche et mettre au point des procédures inclusives pour son travail normatif et l'élaboration de sa politique.

B. S'attaquer aux défis, à la fragmentation et à la radicalisation de la société par une bonne gouvernance démocratique

7. La démocratie représentative traditionnelle est complétée de plus en plus par d'autres formes d'interaction entre la population et les autorités, préfigurant de nouvelles méthodes de gouvernance (ou d'autogouvernance) démocratique à tous les niveaux. Il faut étudier ces questions, notamment en rassemblant et en analysant les bonnes pratiques, pour garantir en permanence le respect des principes démocratiques et le renforcement de la sécurité démocratique.
8. Du fait de la mondialisation et de l'augmentation de la mobilité et des migrations internationales, le lien traditionnel entre les citoyens et l'Etat-nation se relâche. Ce phénomène doit inciter les Etats membres du Conseil de l'Europe à étudier des formes nouvelles et plus inclusives de participation des non-citoyens. Tout le monde devrait pouvoir participer à la conduite des affaires publiques aux niveaux local, régional, national et européen.
9. Les processus démocratiques peuvent faire l'objet d'abus de la part de mouvements et d'idéologies qui minent et risquent même de détruire le système démocratique fondé sur les droits de l'homme et l'Etat de droit. La montée actuelle des extrémismes et des mouvements radicaux, alimentée par le racisme et les discours xénophobes, en est la preuve. La démocratie a besoin de mécanismes et d'espaces spécifiques pour garantir une participation inclusive, sans lesquels la stabilité et la sécurité sont menacées et un climat propice aux désillusions et à la radicalisation peut se développer.
10. Les technologies de l'information et de la communication permettent aux individus de se connecter et d'échanger des opinions tant localement que par delà les frontières. Ces liaisons sont facilitées par un grand nombre d'outils électroniques et de réseaux sociaux de plus en plus performants, qui offrent de vastes possibilités pour une participation aux affaires publiques. Une participation inclusive nécessite un accès universel aux compétences numériques et à des infrastructures de qualité.
11. Il faut une culture démocratique pour donner vie aux institutions démocratiques. Par conséquent, l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, formelle et non formelle, joue un rôle essentiel dans l'apprentissage tout au long de la vie de la pratique et de la culture démocratiques. L'école, terrain de jeux crucial pour la sensibilisation et la participation à la démocratie, doit par son éthique et sa pratique préparer les futurs acteurs du processus démocratique.

C. Confirmer le rôle du Conseil de l'Europe en tant que forum d'échanges sur la sécurité et la gouvernance démocratiques en Europe

12. Un nombre croissant d'individus vivent dans un monde aux interconnexions de plus en plus nombreuses, qui s'étendent au-delà des frontières des démocraties traditionnelles. Cette situation engendre des mouvements de la société civile et une dynamique politique pour lesquels les structures de gouvernance existantes sont mal équipées, ce qui augmente le sentiment d'instabilité. Ces phénomènes appellent une réflexion approfondie sur les nouvelles relations entre tous les acteurs concernés.
13. Une autre conséquence de la mondialisation est que des décisions de plus en plus nombreuses – qui engagent l'avenir de la population – sont prises tant par des acteurs étatiques que par des acteurs non étatiques. Il convient d'envisager une consultation et une participation appropriées des personnes concernées et de leurs représentants démocratiquement élus.
14. Un nombre croissant de problèmes ne peuvent être traités efficacement qu'au niveau international ou supranational. Bien que ce phénomène pose aux organes représentatifs nationaux la question de leur responsabilité, il offre cependant de nouvelles chances pour une participation des citoyens au niveau transnational.
15. Les pratiques économiques et environnementales non durables représentent des défis pour la gouvernance et la stabilité démocratiques. L'échelle et l'interdépendance de ces problèmes appellent à tous les niveaux de gouvernance des solutions fermes, stratégies imposées par les autorités (*top-down*) ou initiatives venant de la base (*bottom-up*), dans le respect des principes démocratiques.
16. Une concentration excessive des médias entraîne le risque de priver les citoyens d'un accès à la diversité des vues et des opinions qui permet de faire les choix responsables essentiels à la démocratie. Dans une société démocratique les médias ont une responsabilité sociale et politique et ne peuvent pas être dirigés uniquement par les forces du marché.
17. La part croissante des responsabilités et de l'espace publics conquise par le secteur privé laisse de moins en moins de place à une interaction démocratique entre les citoyens et leur gouvernement. La conséquence directe de ce phénomène est une fragilisation du tissu démocratique de la société, qui contribue à un désengagement des citoyens et est une source d'instabilité.